



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de Presse

11 août 2015

Bien que le délai imparti à la procédure de contestations des résultats des élections n'ait pas encore été dépassé, les journaux font remarquer l'abondance de requêtes au niveau des tribunaux administratifs. Par ailleurs, la grève du SECES semble se généraliser au niveau des autres établissements supérieurs publics comme l'atteste la manifestation des étudiants de l'ENS ou encore de leurs collègues de l'Université de Toliara.

Processus électoral

Echos des élections communales :

LE HVM, LE MAPAR ET LE TIM SE PARTAGENT LES GRANDES VILLES

Les grandes villes partagées entre les grands partis, titre L'Express de Madagascar. Selon effectivement les résultats provisoires émanant de la CENI-T, les formations politiques MAPAR, TIM et HVM sont à la tête des 6 chefs-lieux de province. Cependant, le parti d'Andry Rajoelina prend l'ascendant sur le HVM en remportant les scrutins dans 3 chefs-lieux de province, contre 2 pour le parti au pouvoir. Pour sa part, le TIM n'a gagné qu'une seule ville, s'agissant de la capitale, qui s'avère néanmoins stratégique et symbolique sur le plan politique. (p.3)

- *Ambatondrazaka, le HVM à la tête de dix mairies sur vingt-deux, fait remarquer L'Express de Madagascar. Le journal se réfère aux résultats provisoires publiés par le SRMV et diffusés à travers les ondes des chaînes locales, pour conclure que le TIM, le HVM et le MAPAR se sont livrés « un combat sans merci ». Du jamais vu dans le chef-lieu d'Alaotra Mangoro, de l'opinion du quotidien, par rapport notamment au nombre de communes gagnées par le HVM dans cette localité. (p.11)*
- *Les partis politiques MAPAR et HVM se sont partagés les communes du district de Toamasina II en remportant chacun 8 mairies. Le TIM, quant à lui, n'y a bénéficié que d'une commune. Takoristika (p.6)*

ABONDANCE DES REQUETES DANS LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Les tribunaux administratifs sont submergés par les requêtes. D'après la Radio Nationale Malagasy, plusieurs centaines de dossiers de requêtes ont été introduits auprès des greffes des tribunaux administratifs des six chefs-lieux de province de la Grande île. Pourtant selon les explications d'un huissier du tribunal d'Anosy, les dix jours impartis aux recours ne sont pas encore écoulés puisqu'ils n'ont débuté que le 03 août. Il soutient également que les dossiers de requêtes comptabilisés dans les 6 tribunaux administratifs pourraient avoisiner le millier. (L'Express de Madagascar p.3) Sur les 114 districts que

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



compte le territoire national, les résultats émanant de 72 d'entre eux ont été validés au niveau de la SADIR ou Structure Adhoc Inter Régionale tandis que ceux de 27 districts sont en cours de validation. Les résultats des 15 districts restants présentent, quant à eux, des anomalies et attendent la décision des tribunaux administratifs, qui doivent par ailleurs procéder à la proclamation des résultats officiels. (Madagascar Laza p.3). Selon Les Nouvelles, la majorité des requêtes proviennent des partis HVM, MMM, MAPAR et MTS. Face aux nombreuses plaintes dont font l'objet ces scrutins communaux, la chef de la diplomatie malgache, en tant qu'ancienne présidente de la CENI-T, affirme qu'il vaut mieux s'en tenir aux démarches légales dans la contestation des résultats. (p.3)

- La population fianaroinse n'a plus été invitée à manifester dans la rue. Le calme a d'ailleurs été observé hier dans la capitale Betsileo, même si Christine Razanamahasoa, candidate du MAPAR, a réitéré sur une chaîne privée l'existence de fraudes durant les derniers scrutins. Elle a par ailleurs avancé que des partisans du HVM sont prêts à témoigner de ces fraudes électorales (L'Express de Madagascar p.3 ; Les Nouvelles p.3-8, Takoritsika p.2)
- Les résultats électoraux de quelques grandes villes, comme Tolagnaro, Morondava ou Antsohihy, ne sont pas encore disponibles sur le site Web officiel de la CENI-T, fait remarquer L'Express de Madagascar (p.3)
- Les candidats MTS dans le district de Toliara II revendiquent leur victoire aux communales, selon Midi Madagasikara. Ils affirment par conséquent être sur leurs gardes par rapport aux tentatives de manipulation des résultats. (p.3)
- D'après des magistrats ayant gardé l'anonymat, le Premier Ministre Jean Ravelonarivo ferait pression sur le tribunal administratif d'Antsiranana I pour retourner la victoire de Djaovojozara Jean, candidat du MAPAR, en faveur de celui du HVM. (La Vérité, p.2)
- Takoritsika ne manque pas de rappeler la mauvaise organisation de la CENI-T durant les préparatifs des scrutins communaux, ce qui aboutit logiquement aux nombreuses vagues de contestations dans toute l'île. Le quotidien se pose, par ailleurs, des questions sur les motivations de certaines formations politiques à vouloir contester les résultats dans la « violence » et par conséquent, avance l'hypothèse d'une tentative de déstabilisation du régime Rajaonarimampianina. (p.3)
- Le parti TIM a attendu le « dernier jour » du dépôt des requêtes pour réclamer l'annulation des scrutins communaux de la ville de Toamasina, dont les résultats donnent provisoirement la victoire au candidat du MAPAR. Madagascar Matin soupçonne ainsi une manœuvre dilatoire du parti de Marc Ravalomanana que le quotidien accuse de vouloir reprendre le contrôle du Grand Port dans la mesure où le groupe Tiko ne tarderait pas à être de nouveau opérationnel (p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

GREVE DE LA JIRAMA

Grève JIRAMA, des employés poursuivent leur travail titre **L'Express de Madagascar** sur sa Une. Certaines agences, entre autres celles de 67ha, n'ont d'ailleurs pas suivi la grève générale. Il s'agit donc de la preuve concrète justifiant la division au sein de l'intersyndical, principal meneur de la grève. Trois parmi les nombreux syndicats composant la plateforme intersyndicale, à savoir le SAT, SEMM et SEKRIMA ont d'ailleurs tenu une conférence de presse hier, au Sok Hôtel Ampandrana. Une occasion pour ces derniers de mettre en avant l'entente trouvée entre les grévistes et le Ministre de l'Energie jeudi, en affirmant que la mise en concession de certaines centrales à Symbion Power est la meilleure solution pour le moment. Les onze autres syndicats, quant à eux, ont poursuivi la manifestation hier à Soanierana. **(p.7). Madagascar Laza** souligne également qu'une partie des salariés ont continué à assurer les services hier, malgré l'annonce d'une grève générale par l'intersyndical de la JIRAMA. Les caisses de l'agence d'Ambatonakanga sont donc restées ouvertes pour ne pas pénaliser les clients qui, selon un haut responsable de la compagnie, subissent déjà les délestages récurrents dans leur quotidien. **(p.2)**

- Une médiation entre la Direction Générale et les syndicalistes de la JIRAMA est prévue ce jour auprès de l'Inspection du travail, qui témoigne donc d'un début de négociation entre les dirigeants de la compagnie et les grévistes. **Madagascar Laza** rapporte par ailleurs que les mouvements de grève n'auront aucune retombées sur la distribution d'eau et d'électricité, le problème du délestage n'étant pas lié aux manifestations de l'intersyndical **(p.2 -14)**
- Le SAT Jirama, le SEMM ainsi que le SEKRIMA ont, d'une même voix, lancé un ultimatum d'une semaine au gouvernement pour mettre en œuvre les termes de l'accord conclu jeudi dernier, notamment le paiement des arriérés de l'Etat à la JIRAMA. Passé ce délai, les 3 syndicats prévoient d'intensifier le mouvement de grève. **Madagascar Laza (p.7)**

GREVE DU SECES, VERS UNE GENERALISATION DU MOUVEMENT

C'est autour des étudiants de l'Ecole Normale Supérieure de faire part de leur mécontentement face à la persistance de la grève du SECES et ce, en bloquant la rue d'Ampefiloha. Leurs homologues de l'Ecole Supérieure Polytechnique et de l'Université de Toamasina menacent également de renforcer les rangs. Et cela malgré l'appel au calme lancé par Rasoazananera Monique, Ministre de l'Enseignement Supérieur, recommandant aux étudiants de ne pas s'impliquer dans les affaires du SECES. **L'Express de Madagascar** souligne néanmoins qu'aucune altercation avec les forces de l'ordre n'a lieu, les manifestants ayant accepté de retourner au sein du campus après les négociations **(p.8)** ; **(La Gazette de la Grande île, p.5 ; Madagascar Matin p.2)**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **Madagascar Laza** rapporte les revendications émises par les manifestants qui reposent uniquement dans la reprise des cours. Le président de la Solidarité des normaliens et porte-parole des manifestants a fait remarquer que les activités pédagogiques ont été suspendues en pleine période d'examen. Le chef d'établissement de l'ENS, quant à lui, a procédé à un compte rendu de la situation de grève du SECES auprès des étudiants et a souligné que le fait que la Loi de Finance Rectificative n'ait pas encore été votée pourrait entraver l'application de la nouvelle grille indiciaire (p.4)
- Les étudiants de l'Université de Maninday-Toliara ont également observé une grève illimitée depuis hier et menacent de sortir du campus dans les prochains jours, si la reprise des cours n'est pas effective. **Les Nouvelles** (p.5)
- **Madagascar Matin** souligne que la ministre de l'Enseignement supérieur se démène pour pouvoir résoudre ce conflit opposant l'Etat aux enseignants chercheurs. Le quotidien rapporte qu'elle a reçu les responsables d'établissements, hier de très beau matin et a ensuite, eu une réunion de travail avec le ministre des Finances et du Budget. (p.2)

Politique interne

ATELIER SUR LA REFORME DE LA SECURITE

Un atelier portant sur les perspectives du gouvernement concernant la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) s'est tenu hier au Development Learning Center, à Anosy. Ledit atelier vise principalement à réduire, voire neutraliser les risques de déstabilisation et de coup d'Etat et ce, en dépolitisant l'armée. A cette occasion, le Premier Ministre Jean Ravelonarivo et la représentante de l'Union Africaine Hawa Hamed Youssouph se sont unis d'une même voix pour déclarer qu'un pays ne peut avoir de stabilité économique et politique sans réforme de la sécurité. La participation inclusive de la population, à travers la mise en place d'un système de sécurité civile a également été abordée. **L'Express de Madagascar** (p.3) Il est à noter que des consultations dans les 22 régions du pays ont déjà été entreprises les mois d'août et septembre de l'année dernière, le but étant d'identifier les priorités régionales en matière de réforme sur la sécurité. Un séminaire national sur la RSS aura également lieu au mois d'octobre prochain, avec pour objectif de proposer une lettre de politique générale au Président de la République (**Midi Madagasikara** p.3 ; **Madagascar Laza** p.7, **La Gazette de la Grande île** p.6)

SACCAGE DE VIVA FIANARANTSOA, PREMIERE REACTION DES AUTORITES

C'est au cours de l'atelier portant sur la politique générale de sécurité, qui s'est tenu hier au DLC Anosy, que le Premier Ministre Jean Ravelonarivo a donné son point de vue concernant le saccage de la station VIVA à Fianarantsoa. Il a en effet déclaré que « ce n'est pas l'Etat qui a saccagé la chaîne VIVA Fianarantsoa et encore moins, qui a procédé à la destruction des biens d'autrui... ». **Midi Madagasikara** a fait remarquer qu'il s'agit de la première réaction officielle de la part des tenants du pouvoir. (p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **L'Observateur** qualifie l'acte de vandalisme de la station VIVA Fianarantsoa de « terrorisme politique », tout en soulignant que l'habitude malsaine des politiciens malgaches est loin de s'estomper (p.3)
- Les responsables au sein de la gendarmerie et de la police locale ont pris en main l'enquête sur l'attaque de la station VIVA Fianarantsoa. La directrice d'antenne ainsi que le gardien de l'émetteur, sis à Kianjasoa, ont été auditionnés, selon **La Vérité** (p.2)
- En rapportant l'interruption de la fourniture en électricité de l'antenne locale de VIVA à Mahajanga par la JIRAMA, **Midi Madagasikara** se demande si cette initiative ne revêt pas de dessous politiques. Le quotidien souligne en effet que la raison avancée, qui est le non-paiement de la facture d'électricité depuis des années, ne s'avère pas réellement pertinente notamment dans ce contexte d'acharnement et de menace de fermetures dont les stations d'Andry Rajoelina font l'objet et ce, par rapport à son implication dans les contestations électorales.

UNE DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE EN VUE

Les Nouvelles rapporte les craintes du député Mamy Tiana Ravelonanosy selon lesquelles les parlementaires de Tsimbazaza s'attendent déjà à la dissolution de l'Assemblée nationale, une fois que le Sénat sera mis en place. Il s'agirait de la suite logique de la tentative de déchéance avortée contre le Président de la République d'autant plus que les députés ne peuvent plus recourir à cette procédure (p.2)

Politique étrangère

COOPERATION BILATERALE JAPON-MADAGASCAR

La ministre des Affaires étrangères et son homologue de la Culture et de l'Artisanat ont reçu hier, à Anosy, l'Ambassadeur du Japon Ryuhei Hosoya et ce, dans le cadre de la signature de l'accord portant sur le « 11ème don hors-projet ». Une somme de 300 millions de yens, soit huit milliards d'Ariary, a ainsi été alloué à l'Etat malgache dans le but de revitaliser l'industrie culturelle et touristique à travers la valorisation des patrimoines architecturaux. La restauration du Palais de Manjakamiadana figure parmi le fer de lance de cet accord nippon-malgache. (**L'Express de Madagascar p.14 ; Midi Madagasikara p.2 ; Madagascar Laza p.3**) La chef de la diplomatie a tenu à souligner que cet accord traduit la confiance du Japon à l'endroit des autorités malgaches **Les Nouvelles** (p.2)

Sport

Suite aux événements malencontreux survenus lors des 9^{ème} Jeux des îles de l'Océan Indien, la ministre des Affaires Etrangères Attalah Béatrice a adressé une lettre de protestation officielle à son homologue

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité

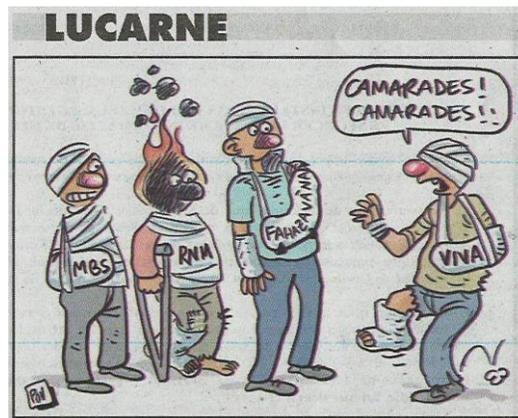


français Laurent Fabius. La chef de la diplomatie malgache qualifie l'acte de « délit » et attend, de ce fait, les sanctions prises à l'encontre de son instigateur. (Madagascar Laza p.3)

Style et déontologie

Si **L'Express de Madagascar** et **Les Nouvelles** ont précisé que le délai de 10 jours imparti au dépôt de requêtes n'est pas terminé étant donné qu'il a débuté le lundi 3 août, **Madagascar Matin**, **La Gazette de la Grande île**, **Midi Madagasikara** et **Takoritsika** affirment qu'il a pris fin hier, en se basant sur la date des scrutins comme point de départ.

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site Web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne